



## "Il fallait intervenir"

Sabine Verhest

Mis en ligne le 21/03/2011

Le maintien de Kadhafi est contraire aux intérêts européens, pour R. Coolsaet. La guerre de Margaret Thatcher aux Malouines a pu inspirer Nicolas Sarkozy.

Entretien

*On ne pouvait pas ne pas agir.* Rik Coolsaet, professeur de relations internationales à l'Université de Gand, soutient l'opération militaire en Libye mais s'interroge sur sa finalité. *"Il ne s'agit pas de chasser Kadhafi du pouvoir"* mais de *"protéger les civils"* libyens, a affirmé dimanche le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen. Vraiment ?

*Pr. Coolsaet, quelle est la finalité réelle de l'opération, pensez-vous ?*

Je crains qu'elle n'ait pas été annoncée jusqu'à présent. Il me semble que l'objectif final est le changement de régime. Le maintien de Kadhafi est contraire aux intérêts de tous les pays européens qui ont pris position de manière extrêmement explicite contre lui. Imaginez ce que donnerait un Kadhafi victorieux en termes de chantages économique et humanitaire ou de menace terroriste. Cette crainte, entre autres, a poussé les Européens, et la France en particulier, à mener une opération militaire.

*Comment expliquez-vous, plus spécifiquement, que l'Italie, qui jouait la carte Kadhafi, y ait apporté son soutien ?*

Silvio Berlusconi raisonne comme les autres pays européens. Ils ont cru, obnubilés par les exemples de la Tunisie et de l'Égypte, que les rapports de force évolueraient favorablement à l'opposition. Ils ont donc voulu sauvegarder leurs intérêts en prenant position pour elle à Benghazi. Soyons clairs, je crois que c'était la chose à faire, mais on ne s'attendait pas à ce retour de force de Kadhafi. Or, une fois le Rubicon franchi, il n'y avait plus de possibilité de retour.

*A partir de quel moment les pays participant à l'intervention pourront-ils la déclarer réussie et terminée ?*

Au départ de Kadhafi, s'il s'agit bien l'objectif final. Mais on n'y est pas encore, l'opération ne fait que commencer. Enormément de choses peuvent se passer, y compris des dérapages. Si le conflit devait s'enliser, plusieurs problèmes pointerait à l'horizon. Premier problème : ne créerait-on pas la base d'une guerre civile entre l'Ouest sous le contrôle de Mouammar Kadhafi et l'Est sous le contrôle de l'opposition ? Deuxième problème : cette opération ne va-t-elle pas assez vite perdre sa légitimité internationale ? Seuls le Qatar et les Emirats arabes unis (EAU), parmi les pays arabes, y participent pour le moment. Les Russes, les Chinois, l'Union africaine et la Ligue arabe se sont déjà déclarés opposés au début des frappes. Cela devient extrêmement délicat. Je crains un retour de flamme de la part des pays arabes, qui signerait la perte de cette légitimité tant cherchée par la France.

*Et dont elle s'est précisément prévalu pour intervenir...*

La légitimité accordée par l'Union africaine et la Ligue arabe était en effet un des critères, avec le feu vert du Conseil de sécurité de l'Onu, mais soyons honnêtes, le Qatar et les EAU, s'ils ne sont pas sans importance, sont quand même petits dans le monde arabe. Tant que des pays comme l'Arabie Saoudite ne se mettront pas clairement derrière cette opération, et que d'autres ne suivront pas concrètement, le Qatar et les EAU resteront une feuille de vigne. On sait que l'Égypte livre des armes aux rebelles de Benghazi et qu'elle met tout en place pour permettre un soutien logistique à la zone d'exclusion aérienne, mais on est très loin d'un soutien enthousiaste du monde arabe

*Fallait-il dès lors intervenir, selon vous ?*

On ne pouvait pas ne pas intervenir, pour des raisons purement humanitaires, et ce même si l'on détourne parfois les yeux un peu hypocritement quand se passent des cruautés. Le fait que la Ligue arabe et l'Union africaine se soient déclarées en faveur de la zone d'exclusion aérienne a joué un rôle. L'intérêt vital des pays européens, en jeu au cas où Kadhafi resterait au pouvoir, a constitué un moteur extrêmement important. Et puisque le cynisme n'est pas toujours très loin dans les relations internationales, des considérations de politique intérieure ont joué dans le chef de Nicolas Sarkozy.

*La situation sera porteuse pour lui jusqu'au jour où un soldat français perdra la vie...*


Tout à fait. Mais l'exemple de Margaret Thatcher aux Malouines peut guider certains esprits malicieux. Il y a eu des pertes britanniques et argentines, mais elle est quand même devenue populaire - ce qu'elle n'était pas - et a gagné les élections de 1983. L'intérêt vital pour les pays européens, le précédent des Malouines et l'aspect humanitaire ont constitué un cocktail de raisons qui ont poussé à l'intervention.

*Peut-on s'attendre à des actes de terrorisme ordonnés par le colonel Kadhafi ?*

Je ne crois pas dans l'immédiat. Si le conflit s'enlise, il aura besoin de toute son énergie et de ses moyens financiers pour se maintenir en selle.

*Existe-t-il un vrai risque de partition du pays ?*

Je le crois, dans la mesure où la popularité et les positions de force de Kadhafi à l'Ouest sont quand même réelles. Même si l'on bombarde des sites de la DCA ou les aéroports, il n'y a pas moyen d'intervenir dans des zones peuplées avec l'aviation, c'est trop dangereux. Cela rend très difficile la neutralisation de l'armée et des miliciens de Kadhafi à l'Ouest et le risque existe qu'il puisse se maintenir physiquement au sol. L'Est étant libéré, vous êtes alors dans une situation de partition de fait, avec une ligne qui court à Misrata. Que faut-il faire alors ? Pousser Kadhafi et les rebelles à nouer un dialogue ? Sera-ce possible ? Toutes ces questions sont posées, mais restent sans réponses pour l'instant.

<b>Click Box</b>		<b>Trader la Bourse comme un Pro</b>	◀▶
		Essai Gratuit. Plateforme Trading + Stratégies. Cours	4/4
		Temps Réel Actions Indices	⌂
		<a href="http://www.whselfinvest.be">www.whselfinvest.be</a>	